

## **APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE DE VILLETANEUSE DES 6 ET 7 NOVEMBRE**

Nous, étudiants de XX universités réunis en coordination nationale à Villetaneuse les 6 et 7 novembre 2010, appelons les étudiants à poursuivre la mobilisation contre la réforme des retraites sur les universités.

La réforme des retraites portée par Nicolas Sarkozy constitue une régression sociale sans précédent. Non seulement elle ne garantit pas l'avenir des retraites, mais elle fait reposer l'essentiel des efforts sur les salariés. Cette réforme va maintenir les salariés plus longtemps en activité, sans rien régler au chômage des seniors et va contribuer à fermer un peu plus les portes de l'emploi aux jeunes. Nous refusons cette vie de précaire dans laquelle le gouvernement veut nous maintenir.

Par ailleurs cette réforme ouvre encore un peu plus la voie à la privatisation du système des retraites. Par le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation, c'est bien la baisse des pensions et la capitalisation que souhaite mettre en place le gouvernement.

Par la mobilisation étudiante, les jeunes démontrent qu'ils refusent de servir d'alibi au gouvernement. Cette réforme sonne pour les jeunes comme une double peine : plus de chômage en début de carrière et moins de retraites demain. C'est pour cela que 74% des moins de 25 ans s'opposent aujourd'hui au recul de l'âge légal de retraite de 60 à 62 ans et que les étudiants dans leur grande majorité soutiennent la mobilisation actuelle. Par sa mobilisation, la jeunesse a joué un rôle central dans ce mouvement. Donnant confiance aux salariés en grève, elle a participé à donner un profil combatif et de masse à la mobilisation. Au delà de la réforme des retraites, la colère de la jeunesse n'est pas manipulée. Elle exprime un ras le bol de cette société et de l'avenir de misère qu'on lui réserve.

Le gouvernement a fait le choix de passer en force au parlement pour faire adopter son texte, au mépris de la puissante mobilisation des jeunes et des salariés l'amenant à faire le choix de la répression, y compris envers les mineurs, à encourager les violences policières, les arrestations abusives, à débloquer illégalement les piquets au mépris du droit de grève. C'est inadmissible. Mais si le gouvernement a gagné un vote dans l'hémicycle, il a perdu une bataille essentielle, celle de l'opinion. Le mouvement social contre la réforme reste soutenu par près de 70% de la population, et par la majorité des étudiants. Même adoptée, cette réforme reste injuste aux yeux du plus grand nombre et le gouvernement a perdu toute légitimité aux yeux des jeunes et des salariés. Cette mobilisation historique est riche d'enseignements. Les grèves reconductibles dans de nombreux secteurs salariés ont déstabilisé le gouvernement et montré que c'était le moyen le plus efficace pour gagner. L'absence de démoralisation massive montre que, par ce type de scénario, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, la perspective d'infliger une défaite au pouvoir reste d'actualité.

Malgré les vacances et le vote de la loi, 2 millions de personnes ont à nouveau manifesté jeudi 28 octobre, pour la 7ème journée de mobilisation. Nous étions également 1,2 millions le 6 novembre.

Les raisons profondes qui ont amené des centaines de milliers de jeunes à descendre dans la rue sont loin d'être réglées. Nous maintenons notre exigence à la reconnaissance et à la protection sociale, notre aspiration à l'autonomie. Ces questions ne se régleront pas dans un

énième débat sans perspective sur l'emploi des jeunes. Après avoir refusé de servir d'argument à cette contre-réforme, ils refuseront que leur situation soit utilisée pour une quelconque sortie de crise. Au côté des salariés et de leurs organisations, la coordination appelle les étudiants à poursuivre la mobilisation et à se joindre aux initiatives unitaires. Nous devons d'ores et déjà préparer les étudiants aux futures dates de mobilisation du 16 novembre et de celle qui aura lieu la semaine du 22 novembre.

Nous appelons l'ensemble des étudiants à participer aux assemblées générales ainsi qu'à leur organisation partout en France, afin de se mettre en grève et de manifester le mardi 9 novembre prochain. Des liens entre étudiants et secteurs mobilisés doivent continuer d'être développés en participant aux AG interprofessionnelles.

**Nous exigeons :**

- Le retrait de la réforme des retraites sans négociation.
- La prise en compte des années d'étude, de formation, de stage et d'inactivité forcée dans le calcul des annuités ouvrant droit à une retraite pleine.
  - La retraite à 60 ans à taux plein
  - Un pré-salaire d'autonomie
- Égalisation des salaires des femmes et des hommes
- Refus des 42 annuités de cotisation